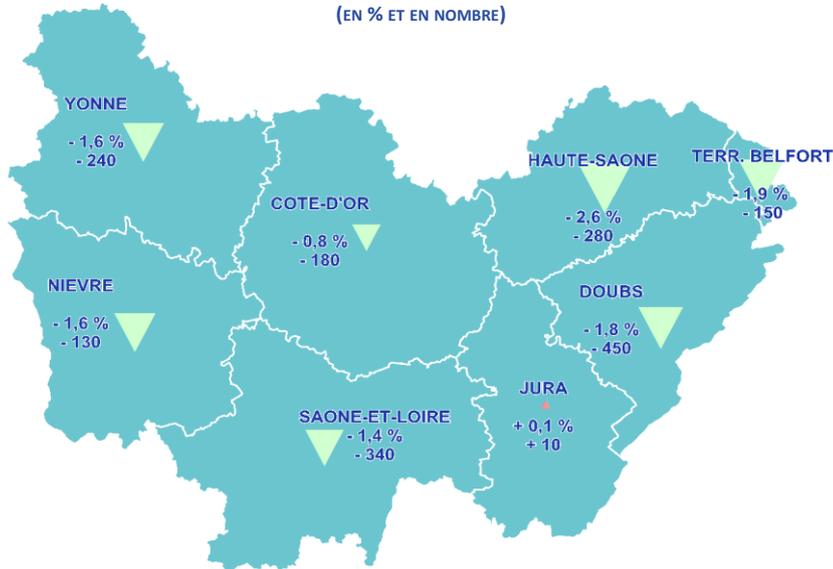


INDICATEURS TRIMESTRIELS DÉPARTEMENTAUX :

ECONOMIE, EMPLOI, MARCHÉ DU TRAVAIL ET POLITIQUES D'EMPLOI

YONNE

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 4^{ÈME} TRIMESTRE 2018 (EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Évolution DEFM Cat. A :
- 1,1 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2018

Source : Pôle emploi-Dares, STMT

CHIFFRES CLÉS

● DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **15 050** (- 1,6 % sur un trim.)
Cat. B, C : **11 040** (+ 0,5 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **26 100** (- 0,7 % sur un trim.)

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

8,3 % au 3^{ème} trimestre 2018
0,0 pt par rapport au 2^{ème} Trim. 2018
(France métropolitaine : 8,8 % ; 0,0 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

109 170 au 3^{ème} trimestre 2018
+ 0,1 % par rapport au 2^{ème} Trim. 2018

● EMPLOI INTÉRIMAIRE

4 820 au 3^{ème} trimestre 2018
+ 0,9 % par rapport au 2^{ème} Trim. 2018

Au troisième trimestre 2018 :

L'Yonne a gagné 120 emplois salariés (privés et publics), des créations d'emplois exclusivement perçues dans le secteur agricole. Hors intérim, l'emploi progresse dans le département ; le seul département de la région dans lequel l'emploi salarié (marchand et non marchand) augmente. L'emploi intérimaire progresse légèrement. Les effectifs intérimaires se sont accrus dans les établissements industriels mais ils ont reculé dans le commerce et la construction. Ils représentent 6,2 % de l'ensemble des salariés, un taux stable depuis un an.

Sur douze mois glissés, le recours à l'activité partielle a nettement diminué : près de 45 000 heures ont ainsi été chômées, préservant l'emploi d'environ 30 équivalents temps plein.

Au quatrième trimestre 2018 :

Le volume d'heures autorisées au titre de l'allocation partielle augmente fortement ce trimestre ; ceci est lié à une forte demande exprimée par les établissements industriels du département.

Le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (inscrits en catégorie A) s'établit en moyenne à 15 050. Il diminue de 1,6 %, une baisse équivalente à celle enregistrée au niveau régional. Un résultat fortement conditionné par un nombre plus important de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite et des entrées en formation plus nombreuses. La situation s'améliore pour les inscrits de moins de 25 ans. La demande d'emploi des 25 à 49 ans diminue plus modérément.

La demande d'emploi

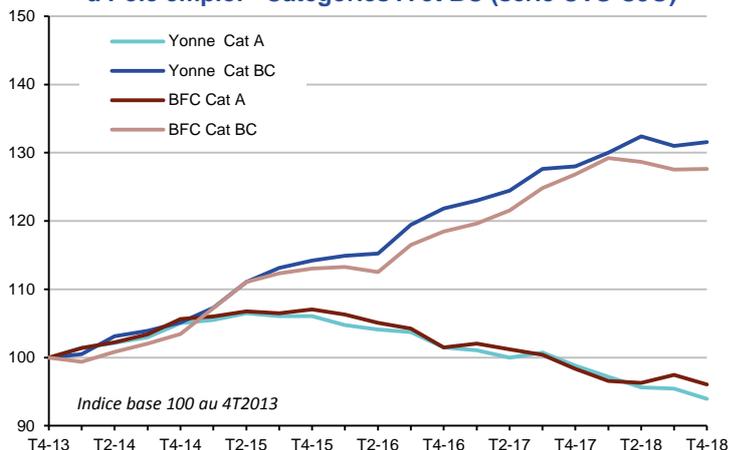
Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

	T4 2018	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Yonne :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	15 050	-1,6	-4,9
Catégories B, C	11 040	+0,5	+2,8
Catégories A, B, C	26 100	-0,7	-1,7
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	123 230	-1,4	-2,3
Catégories B, C	91 140	+0,1	+0,6
Catégories A, B, C	214 380	-0,8	-1,1

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



<i>Données CVS-CJO</i>	Yonne		BFC	
	T4 2018	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 an
Catégorie A				
Hommes	7 790	-2,6	-1,8	-2,1
< 25 ans	1 180	-5,6	-5,1	+1,7
25 - 49 ans	4 400	-3,1	-2,0	-2,8
50 ans et plus	2 200	-0,5	+0,3	-2,6
Femmes	7 270	-0,3	-1,0	-2,5
< 25 ans	1 060	-2,8	-3,2	-0,8
25 - 49 ans	4 050	+0,2	-1,3	-3,2
50 ans et plus	2 160	-0,5	+0,8	-2,1
Total	15 050	-1,6	-1,4	-2,3
< 25 ans	2 240	-4,3	-4,2	+0,5
25 - 49 ans	8 450	-1,5	-1,6	-3,0
50 ans et plus	4 360	-0,5	+0,5	-2,4

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

<i>Données CVS-CJO</i>	Yonne		BFC	
	T4 2018	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 an
Catégories A, B, C				
Hommes	12 330	-1,7	-1,2	-1,7
< 25 ans	1 870	-4,1	-3,6	-1,4
25 - 49 ans	7 360	-1,5	-1,3	-2,6
50 ans et plus	3 100	-0,6	+0,5	+0,4
Femmes	13 760	+0,1	-0,4	-0,5
< 25 ans	1 890	-2,1	-3,4	-1,5
25 - 49 ans	8 030	+0,6	-0,4	-1,1
50 ans et plus	3 850	+0,5	+1,1	+1,4
Total	26 100	-0,7	-0,8	-1,1
< 25 ans	3 760	-3,1	-3,5	-1,4
25 - 49 ans	15 390	-0,4	-0,8	-1,8
50 ans et plus	6 950	0,0	+0,8	+0,9

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Yonne			BFC	
	T4 2018	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	13 600	-1,4	-5,1	-1,6	-4,2
DELD :					
1 à 2 ans	5 570	-0,7	-0,9	-1,4	0,0
2 à 3 ans	2 820	+2,2	+13,3	+2,5	+10,4
3 ans et plus	4 110	-0,5	-0,5	+0,6	+1,6
Total DELD	12 500	0,0	+2,1	+0,1	+2,7
Part des DELD	47,9%	+0,3 pt	+1,8 pt	+0,4 pt	+1,7 pt

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T3 2018	Moyenne annuelle 2018	
		2018	2017
Assurance chômage	11 750	11 530	11 763
Solidarité - Etat	1 950	2 021	2 326
Total DE indemnisés	13 700	13 551	14 089
Formation	570	719	949
Part des DE indemnisés* :			
Yonne	48,4%		
BFC	48,6%		

Source : Pôle emploi

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par Pôle emploi pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données brutes	Yonne			BFC	
	T4 2018	Var. annuelle en nbre	en %	Var. annuelle en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	452	0	-0,1	-241	-5,9
Fin de mission d'intérim	210	-9	+4,7	+95	+5,4
Démission	100	+13	+15,4	+121	+17,2
Rupture conventionnelle	130	0	-0,3	+14	+1,2
Licenc. économique	34	-7	-17,6	-93	-22,0
Autre licenciement	163	+6	+3,6	+83	+6,4
Première entrée ⁽¹⁾	187	+7	+3,9	+23	+1,6
Retour d'inactivité ⁽²⁾	409	+20	+5,1	-95	-2,9
Réinscription rapide ⁽³⁾	425	-6	-1,3	-165	-4,7
Autre motif ⁽⁴⁾	131	+16	+14,0	+37	+3,7
Motif indéterminé	258	-11	-4,0	+46	+2,3
Total	2 500	+47	+1,9	-175	-0,9

(1) Inscription à Pôle emploi d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données brutes	Yonne			BFC	
	T4 2018	Var. annuelle en nbre	en %	Var. annuelle en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	412	-35	-7,9	-402	-9,7
Entrée en stage ou formation	321	+6	+1,9	-7	-0,2
Arrêt de recherche**	240	-7	-2,8	-44	-2,2
dont maladie	135	-7	-4,9	-80	-7,2
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	1 086	+124	+12,9	+579	+7,2
Radiation administrative	280	-35	-11,1	-165	-8,5
Autre cas ⁽²⁾	187	-24	-11,5	-135	-7,3
Total	2 527	+29	+1,1	-174	-0,8

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de Pôle emploi.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.



La demande d'emploi par territoire*

* Définition SPEP 2015

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

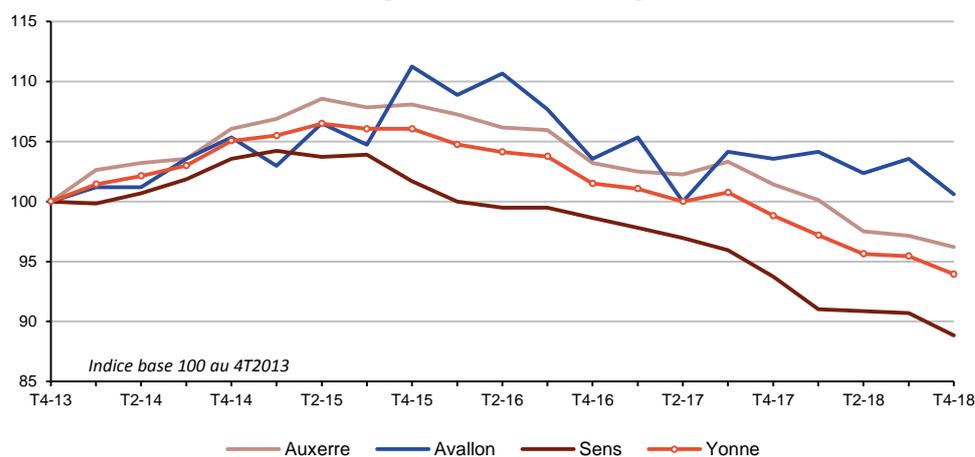
Données CVS Catégorie A	T4 2018	Var. (en %) sur		Part (en %) des			Indicateur de chômage*
		1 Trim.	1 an	Femmes	-25 ans	Seniors	
Auxerre	8 100	-1,0	-5,2	48,2	14,6	29,5	9,7
Avallon	1 700	-2,9	-2,9	45,9	14,7	30,6	9,5
Sens	5 250	-2,1	-5,2	49,3	15,4	27,6	10,8
Yonne	15 050	-1,6	-4,9	48,3	14,9	29,0	10,0

* Indicateur de chômage = DEF M A/Pop. Active 2015

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS infra-départementales : DIRECCTE Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Evolution des demandeurs d'emploi de Cat. A par territoire (données CVS)



Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS Catégories A, B, C	T4 2018	Var. (en %) sur		Plus de un an		
		1 Trim.	1 an	T4 2018	Var. (en %) sur	
					1 Trim.	1 an
Auxerre	14 210	-0,4	-2,5	6 880	0,0	+2,5
Avallon	2 840	-1,0	-0,4	1 410	+2,2	+11,9
Sens	9 050	-1,0	-1,0	4 210	-0,7	-1,4
Yonne	26 100	-0,7	-1,7	12 500	0,0	+2,1

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS infra-départementales : DIRECCTE Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Les flux d'entrées et de sorties

Entrées en Cat. A, B, C		Sorties en Cat. A, B, C	
Nombre	Evol. (%) Trim.	Nombre	Evol. (%) Trim.
1 360	+0,7	1 380	-0,7
250	0,0	270	+8,0
830	-3,5	860	+4,9
2 430	-1,6	2 470	0,0

Note méthodologique :

Chaque année est menée, en même temps qu'au niveau national, une campagne d'actualisation des coefficients de correction des variations saisonnières (CVS), pour tenir compte des données de l'année écoulée. Cette campagne conduit à réviser l'ensemble des séries CVS diffusées. À l'occasion de la campagne d'actualisation d'avril 2018, les méthodes d'estimation des coefficients CVS des statistiques nationales, régionales et départementales de demandeurs d'emploi ont été harmonisées. Les séries régionales et départementales publiées sont maintenant corrigées des effets des jours ouvrables (CJO).

Les séries infra-départementales publiées sont quant à elles corrigées des variations saisonnières uniquement.

Les entreprises

Activité partielle

Données CJO*		Yonne	
		T4 2018	Evol./T4 2017 (en %)
Heures autorisées			
Nombre de demandes		16	-5,9
Volume d'heures autorisées		105 214	+68,5
dont :	Agriculture	302	n.s.
	Industrie	81 800	+121,9
	Construction	10 445	-0,5
	Commerce	9 883	n.s.
	Services	2 784	n.s.
Etablissements autorisés		16	-5,9
dont :	étabs de 50 sal. et plus	4	+33,3
Nombre de salariés concernés**		281	+300,0
Total heures autorisées 12 mois glissés		299 585	-26,1

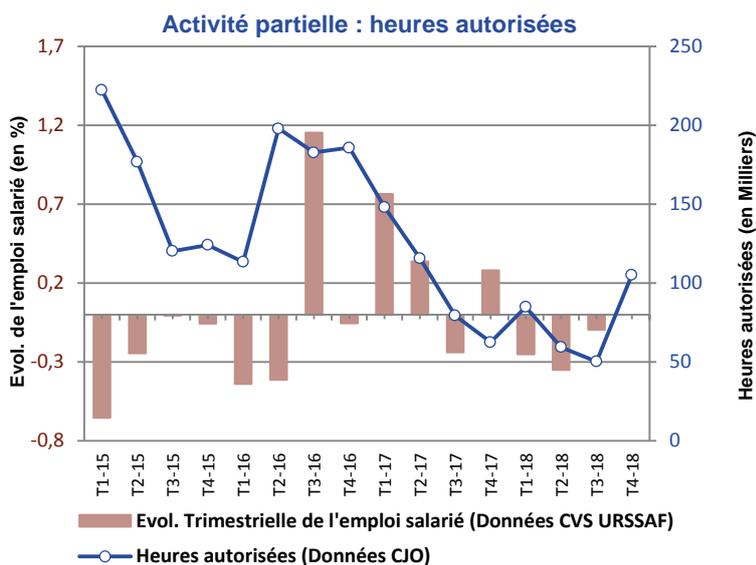
Source : DARES/DIRECCTE BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** nombre moyen mensuel

n.s. : non significatif

Avertissement : Les données 2017 et 2018 sont provisoires et susceptibles d'être révisées



		Yonne	
		T3 2018	Evol./T3 2017 (en %)
Heures consommées			
Nombre d'heures consommées*		4 837	-52,1
dont :	Agriculture	0	0,0
	Industrie	2 109	+10,0
	Construction	243	n.s.
	Commerce	1 045	-61,8
	Services	1 440	-47,0
Etabs ayant consommé des heures		11	-70,3
dont :	étabs de 50 sal. et plus	< 3	n.s.
Nombre de salariés concernés**		89	-4,6
Total heures consommées 12 mois glissés		45 365	-59,1

Source : DARES/DIRECCTE BFC

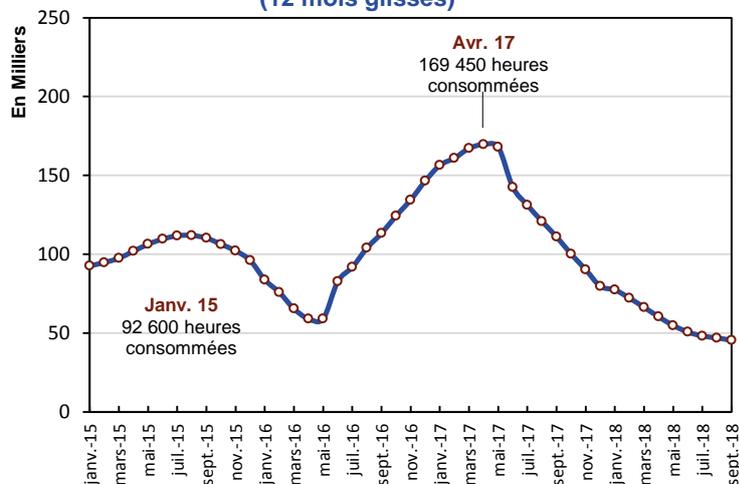
* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** nombre moyen mensuel

n.s. : non significatif

Avertissement : Les données 2017 et 2018 sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Activité partielle : évolution des heures consommées (12 mois glissés)

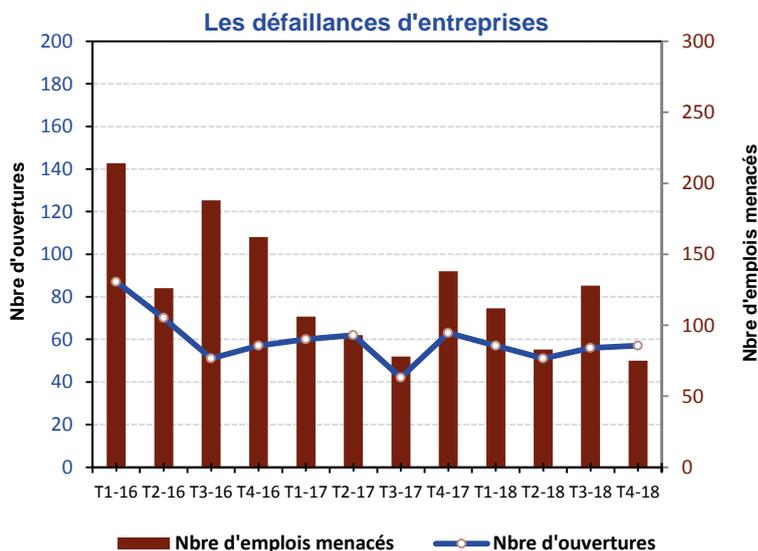


Défaillances d'entreprises

		Yonne	
		T4 2018	Evol./T4 2017 (en %)
Ouvertures de procédures			
Nombre d'ouvertures de procédures		57	-14,9
dont :	Sauvegardes	< 5	n.s.
	Redressements judiciaires	14	-36,4
	Liquidations judiciaires directes	42	-4,5
Nombre d'emplois menacés		75	-53,1
dont :	Agriculture	5	0,0
	Industrie	6	+50,0
	Construction	12	-83,6
	Commerce	14	-30,0
	Services	38	-34,5
Total des ouvertures sur 12 mois glissés		221	-4,3

Source : Société ALTARES-BODACC/INSEE-Sirene/DARES-SISMMO

n.s. : non significatif



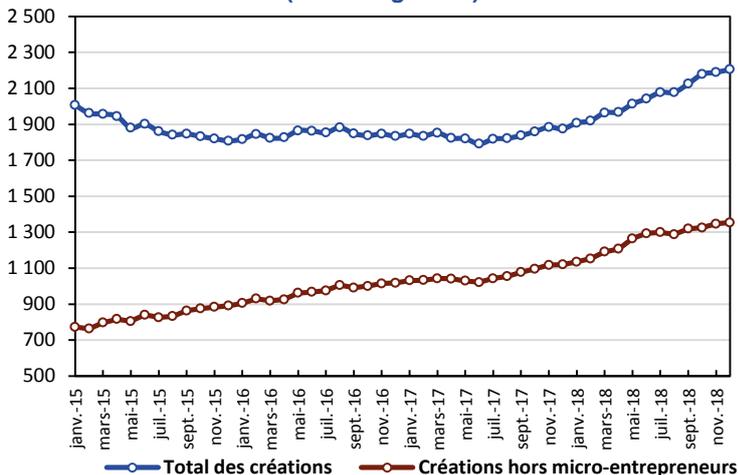
Créations d'entreprises

Données brutes	Yonne	
	T4 2018	Evol./T4 2017 (en %)
Créations d'entreprises		
Nombre de créations d'entreprises	544	+17,2
dont : Entreprises individuelles	174	+11,5
Micro-entrepreneurs	223	+26,0
Sociétés	147	+12,2
Cumul sur 12 mois glissés	2 205	+17,6
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs	321	+11,8
Cumul sur 12 mois glissés	1 353	+20,8

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Evolution des créations d'entreprises
(12 mois glissés)



Les ruptures des contrats de travail

● Dans le cadre d'un Plan de Sauvegarde de l'Emploi

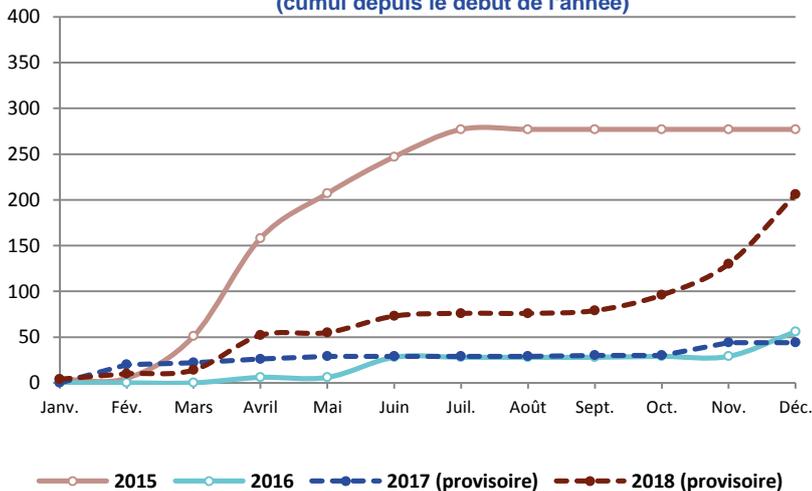
PSE initiés	T4 2018	
	Nbre Etabls impactés	Nbre emplois menacés
Côte d'Or	14	21
Doubs	13	38
Jura	9	76
Nièvre	6	7
Haute-Saône	6	9
Saône-et-Loire	13	71
Yonne	9	127
Territoire de Belfort	3	s
BFC	73	/

Source : DIRECCTE BFC / SI-Homologation PSE

Champ : établissements de la région impactés par un PSE homologué/validé par la Direccte Bourgogne - France-Comté ou celle d'une autre région
s : secret statistique
nc : non communiqué

Les données portent sur le nombre de PSE initiés dans le trimestre. Les emplois menacés représentent le nombre de licenciements envisagés en début de procédure ou à la demande de validation/homologation. En savoir plus : <http://travail-emploi.gouv.fr/emploi/accompagnement-des-mutations-economiques/accompagnement-des-licenciements-economiques/pse>

Licenciements survenus suite à un PSE dans l'Yonne
(cumul depuis le début de l'année)



Note sur le graphique : en raison de possibles remontées tardives d'informations concernant les validations et homologations de plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) : les données de l'année 2016 sont semi-définitives, celles des années 2017 et 2018 restent provisoires.

● Dans le cadre d'une rupture conventionnelle

	Yonne	
	T4 2018	Evol./T4 2017
Nombre de ruptures conventionnelles*	407	+15,6
Cumul annuel	1 489	+0,2
Nbre de ruptures conv. collectives	Non disponible	
Cumul annuel		

Source : DIRECCTE BFC / SI-Ruptures conventionnelles

* Données arrêtées au 29 janvier 2019

● Hors Plan de Sauvegarde de l'Emploi

	Yonne	
	T4 2018	Evol./T4 2017
Nombre de licenciements économiques	Non disponible	
Cumul annuel		

Source : DIRECCTE BFC / SILICE

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Yonne 3 ^{ème} trimestre 2018 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
		en nbre	en %	en nbre	en %		en nbre	en %	en nbre	en %
Agriculture	3 420	+280	+8,9	+290	+9,1	3 460	+300	+9,5	+310	+9,8
Industrie	18 640	-60	-0,3	-110	-0,6	21 480	+10	+0,0	-180	-0,8
Construction	5 110	-40	-0,8	-100	-1,8	5 560	-40	-0,7	-30	-0,5
Commerce	16 240	0	0,0	+10	0,0	16 630	0	0,0	+60	+0,4
Services marchands	24 210	+30	+0,1	-90	-0,4	25 220	-60	-0,2	-90	-0,4
Services non marchands	36 750	-80	-0,2	-420	-1,1	36 820	-90	-0,2	-400	-1,1
Ensemble	104 370	+130	+0,1	-430	-0,4	109 170	+120	+0,1	-330	-0,3

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

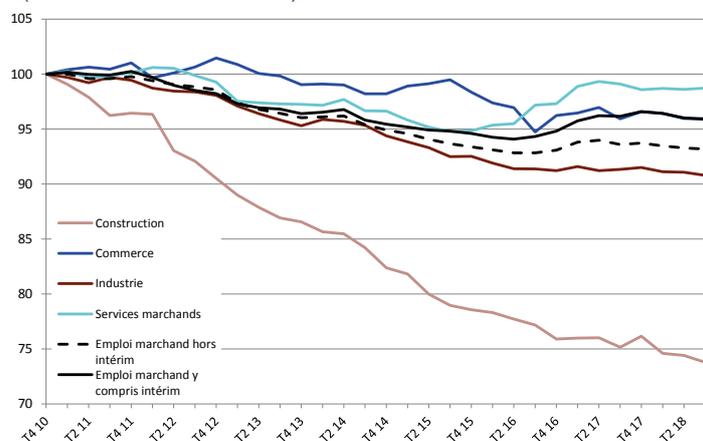
Traitement : Direccte BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire de la région qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre régional. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

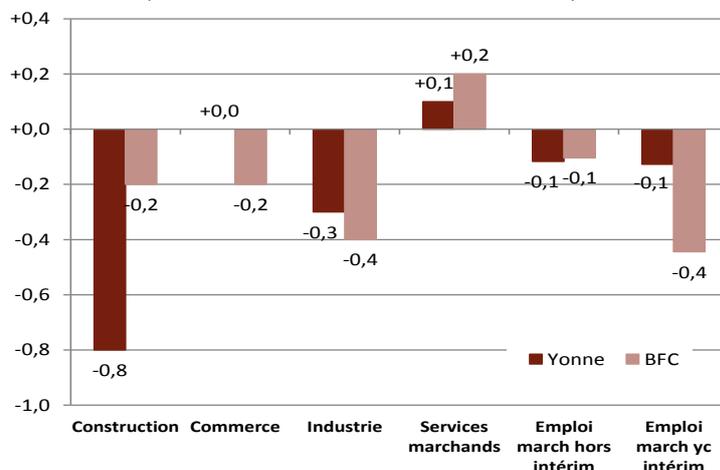
(base 100 au 31/12/2010)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

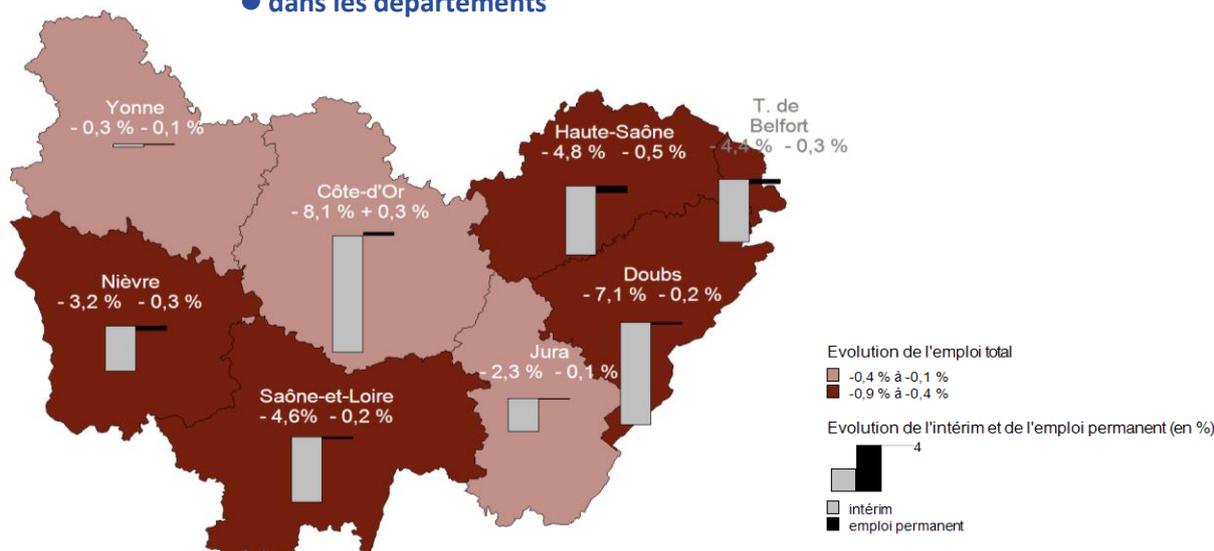
• dans le département et au niveau régional

(entre le 2^{ème} et le 3^{ème} trim. 2018, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans les départements



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Yonne 3 ^{ème} trimestre 2018 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾		Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾		
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	10	+55,8	+41,2	0,4	+0,1	10	0,0	0,0	1,2	-0,1
Industrie	2 790	+3,3	-5,6	13,7	-0,6	2 680	-2,2	-6,0	1,9	-0,1
Construction	420	-3,5	+4,6	7,6	+0,4	390	-2,5	+11,4	2,3	+0,3
Commerce	390	-8,4	+17,8	2,5	+0,4	410	+7,9	+28,1	2,6	+0,4
Services	1 210	0,0	+3,8	3,7	+0,1	1 170	-7,9	+2,6	1,5	+0,1
Ensemble	4 820	+0,9	-0,8	6,2	-0,0	4 670	-2,5	0,0	1,9	0,0

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié, y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

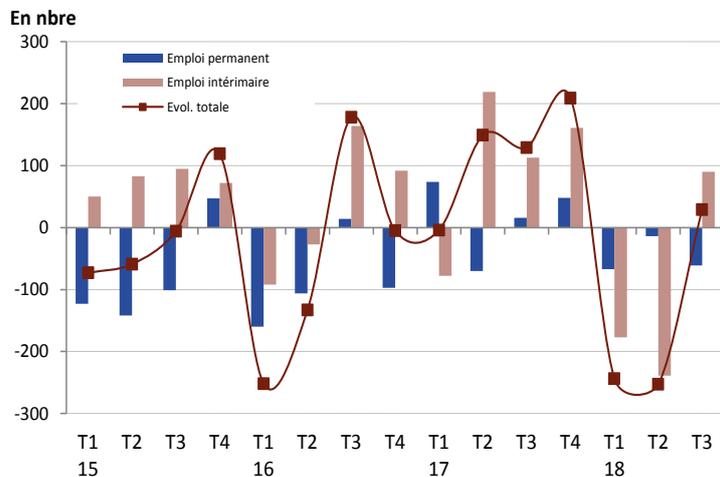
(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

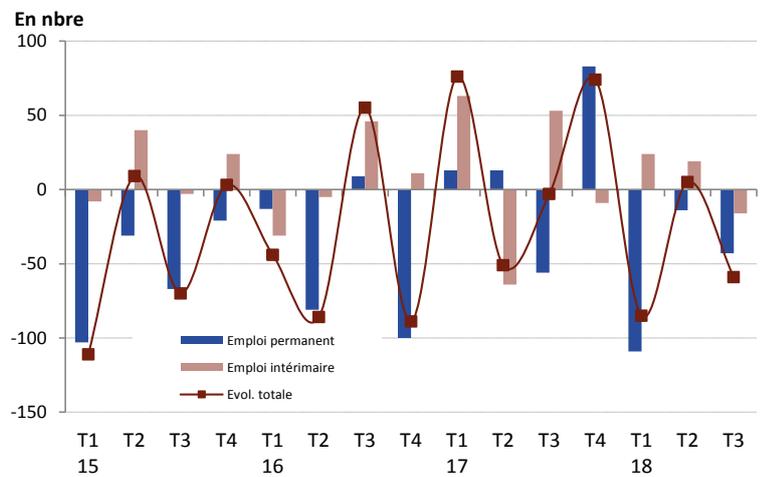
Les séries de l'intérim ont été fortement révisées sur l'ensemble des deux dernières années (voir la note méthodologique disponible sous : http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2018_t1_revisiionsemploiinterimaire.pdf).

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité

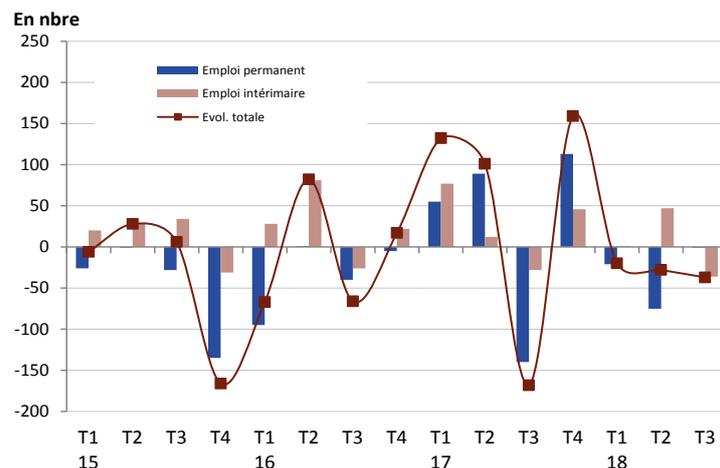
Industrie



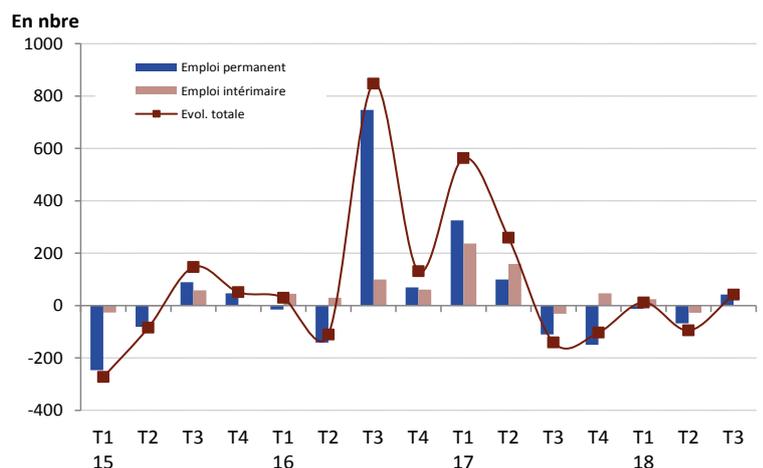
Construction



Commerce



Services



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe bordeaux
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en rose)

Sources : Acoff-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

L'emploi frontalier

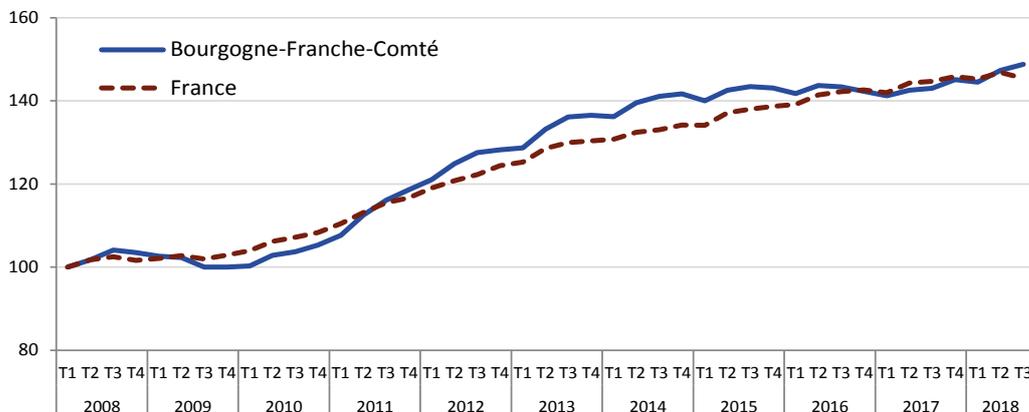
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

3 ^{ème} trimestre 2018	Actifs occupés RP 2015	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	221 902	212 880	22,0	-0,1	-530	-0,3	122	0,4	-0,8	+8	+7,0
Doubs	220 222	195 440	20,2	-0,6	+280	+0,1	25 103	72,3	+1,1	+981	+4,1
Jura	105 601	85 140	8,8	-0,1	-110	-0,3	5 846	16,8	0,0	+151	+2,7
Nièvre	74 293	65 380	6,8	-0,5	-480	-0,6	16	0,0	-5,9	0	0,0
Haute-Saône	93 522	65 890	6,8	-0,8	-700	-1,1	416	1,2	+3,7	+17	+4,3
Saône-et-Loire	213 461	183 330	18,9	0,0	-730	-0,5	136	0,4	+4,6	+12	+9,7
Yonne	128 179	109 170	11,3	+0,1	-280	-0,3	9	0,0	0,0	-3	-25,0
Territoire de Belfort	56 130	51 120	5,3	-1,0	-630	-1,4	3 069	8,8	+1,7	+189	+6,6
BFC	1 113 311	968 300	100,0	-0,3	-3 190	-0,4	34 717	100,0	+1,0	+1 355	+4,1

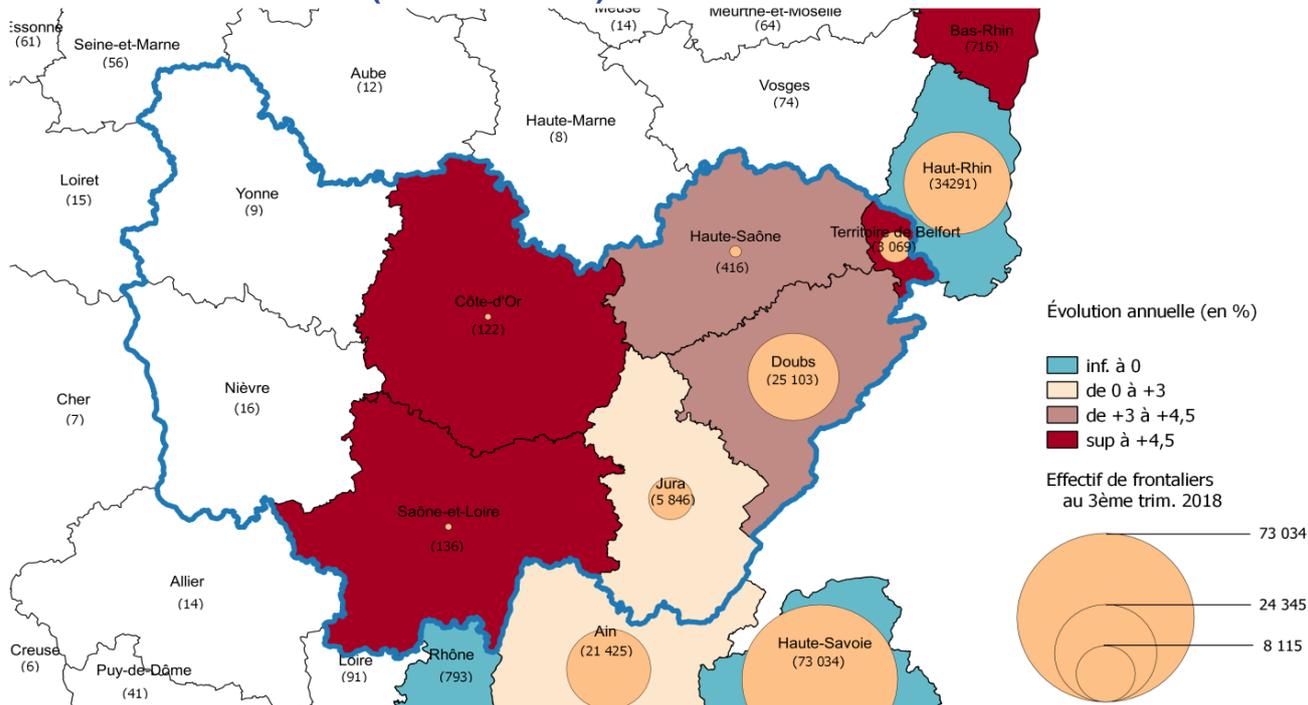
Sources : INSEE - RP 2015 (enquêtes annuelles 2013 à 2017) ; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acof-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de 1,1 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 25 103 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Yonne			BFC Var.(%)/ cumul 2017
	T4 2018	Cumul 2018	Var.(%)/ cumul 2017	
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :				
CAE - PEC	229	788	-32,0	-42,2
dont Education Nat.	107	239	-33,8	-41,0
dont Collectivités	30	175	-21,5	-41,4
dont résidents QPV	19	58	-36,3	-44,9
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	429	1 288	-5,5	+9,0
dont Garantie Jeunes	134	472	+3,3	+7,0
dont résidents QPV	42	136	-12,8	-6,0
Alternance :				
Contrat apprentissage				
- secteur privé (*)	954	1 518	+3,3	+4,6
- secteur public	28	30	+20,0	-4,8

(*) Données régionales non diffusables en raison de la transmission partielle de l'information par les Chambres Consulaires

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T2	Cumul	Var.(%)/
	2018	2018	cumul 2017
Côte d'Or	450	833	+5,4
Doubs	677	1 192	+5,3
Jura	327	580	-15,1
Nièvre	221	392	0,0
Haute-Saône	187	347	+5,5
Saône-et-Loire	478	867	+8,9
Yonne	531	909	-8,9
Territoire de Belfort	131	261	+5,7
BFC	3 002	5 381	+0,3

Sources des tableaux :

Entrées :

CAE-PEC (Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi - Parcours Emploi Compétence) : DGEFP
 Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP
 PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : i-milo et DGEFP
 Contrat d'apprentissage : Chambres consulaires / Directe-Unités départementales de Bourgogne-Franche-Comté
 IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

CAE-PEC : DARES
 Emploi d'avenir : DARES
 Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Yonne		BFC Var.(%)/ trim. année précédente
	T3 2018	Var.(%)/ trim. année précédente	
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
CAE - PEC	716	-36,5	-45,0
Emploi d'avenir	239	-59,1	-59,1
Mesures d'accompagnement :			
Garantie Jeunes	436	+23,5	+11,5
IAE (au 2T2018)	1 184	+0,1	+0,2

ns : non significatif

Les contrats aidés, l'apprentissage, les structures d'insertion, etc... participent à la politique de l'Etat destinée à soutenir et développer l'emploi.

S'ils en constituent les outils les plus visibles, les politiques d'emploi s'appuient sur une palette de mesures beaucoup plus vastes qui se répartissent en deux familles :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (Pôle emploi, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscales.

Les dépenses pour l'emploi en France représentent 133 milliards d'euros en 2016, dont 67 milliards d'euros pour les dépenses ciblées.

Pour plus d'information consultez le bilan annuel de la DARES

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/etudes-et-syntheses/dares-analyses-da-res-indicateurs-da-res-resultats/article/les-depenses-en-faveur-de-l-emploi-et-du-marche-du-travail-en-2016>